



ATELIERS ETHIQUE 2019-2020

Ethique et investissement

UN CAS DE CONSCIENCE : LES ENERGIES FOSSILES

1^{er} Atelier Ethique 25 octobre 2019

Proposition : En proposant cette année de travailler sur des cas de conscience, nous voulons nous approcher de cas concrets qui nous mettent devant l'impératif de faire des choix. Et il n'est pas sûr que nous puissions toujours honorer nos critères éthiques dans l'environnement financier complexe que nous connaissons.

LE TRAVAIL PREPARATOIRE

Chaque participant était invité à préparer un court témoignage (3') à partir de son expérience, pour servir de matière et de base aux échanges qui se sont déroulés par *table de 8 à 9 personnes* :

... Désinvestir ou dialoguer : est-ce la bonne question ? Les raisons de désinvestir sont bonnes, les raisons de dialoguer sont tout aussi bonnes. Il est donc possible d'adhérer aux deux points de vue : désinvestir et dialoguer ! Ne faudrait-il pas militer pour le désinvestissement en même temps que soutenir ceux qui s'engagent dans un dialogue ...

LES PARTICIPANTS

D'HAUTEFEUILLE	<i>Alix</i>	Autre membre
VIENNE (de)	<i>Geoffroy</i>	Autre membre
LANDRON	<i>Béatrice</i>	Salariée Congrégation
CHARRE	<i>Marie-Anne</i>	Salariée Congrégation
DUCHESNE	<i>Chantal</i>	Congrégation
LASSERRE	<i>Géraldine</i>	Congrégation
LOUBIERES	<i>Laurence</i>	Congrégation
MESSIN	<i>Marie-Christine</i>	Congrégation
RIVOIRE	<i>Bénédicte</i>	Congrégation
VANVINCQ	<i>Christiane</i>	Congrégation
MONNERAYE	<i>Anne-Marie</i>	Congrégation
BAUDHUIN	<i>Aurélie</i>	Institution Financière
HAUTEFEUILLE	<i>François</i>	Institution Financière
HERMELLIN	<i>Murielle</i>	Institution Financière
HEUDE	<i>Xavier</i>	Institution Financière
JOHANET	<i>Olivier</i>	Institution Financière
LEBARON	<i>Laurent</i>	Institution Financière
NGO	<i>Jean-Philippe</i>	Institution Financière
VITALI	<i>Cesare</i>	Institution Financière

UN CAS DE CONSCIENCE : LES ENERGIES FOSSILES DIFFERENTS POINTS DE VUE

*Certains cherchent à **se faire une opinion personnelle** pour être capable de défendre leur point de vue. Il y a tellement d'éléments à prendre en compte qu'à vrai dire ils ne savent pas bien comment se frayer un chemin dans une telle complexité. Deux options apparaissent*

OPTION 1 – LA POSITION D'INVESTIR

La reconnaissance que notre mode de vie dépend encore largement de cette ressource

Certains s'interrogent sur la **cohérence** de leurs choix à différents niveaux : empreinte carbone, chauffage, eau chaude, transport, les consommations d'énergie cachées (internet...) : ne pas investir dans les énergies fossiles ne commence-t-il pas par là ?

La volonté d'accompagner la « Recherche et Développement » pour accélérer la transition

Certains s'intéressent au secteur « **Recherche et Développement** » des entreprises impliquées dans l'extraction des matières premières fossiles pour voir si elles cherchent activement des alternatives renouvelables et y investissent une part suffisante de leur activité...

Le désir d'encourager les bonnes pratiques : « best in class », énergies les moins polluantes

Certains voudraient pratiquer une **exclusion partielle** des énergies fossiles, tout en ayant conscience qu'on ne sait pas aujourd'hui comment s'en passer. Les stratégies *best in class* recherchent les entreprises les moins mauvaises du secteur. Il faudrait aller chercher les entreprises les plus en avance pour évoluer vers le renouvelable. Le fond souverain norvégien, la Norvège gros producteur de pétrole et de gaz a exclu le charbon et les schistes bitumineux.

La possibilité de faire entendre sa voix en tant qu'actionnaire

Certains demandent à leur gérant d'exercer son **droit de vote, un engagement** réel est utile. La question a également été posée de la possibilité de réviser un mandat de gestion pour préciser ses orientations en termes d'investissement dans les énergies fossiles.

Exemple : Lors de l'Assemblée générale de Shell, la résolution de Follow This pour imposer au pétrolier d'adopter une stratégie climat ambitieuse n'a réuni que 5 % des voix des actionnaires. Mais au-delà des chiffres, plusieurs observateurs y voient un signal fort envoyé à l'industrie pétrolière alors que la question du réchauffement s'est retrouvée au cœur des discussions. Les actionnaires n'ont toutefois pas encore osé s'opposer frontalement au pétrolier.

Les conséquences pour le développement économique de certains pays

Les pays émergents ont besoin d'énergie à moindre coût pour se développer économiquement. Le charbon est la plus grande richesse des Philippines qui ne pourra s'en passer. Le désinvestissement serait l'affaire des pays riches. Désinvestir pourrait nourrir des crises sociales dans certains pays très dépendants de cette ressource.

Le risque boursier du désinvestissement : la crise financière.

Le danger de céder à une forme de pensée unique en matière de transition énergétique.

Certains évoquent la **pensée unique** de la transition énergétique en rappelant que les éoliennes produisent elles aussi des gaz à effet de serre... Le fond souverain norvégien, la Norvège gros producteur de pétrole et de gaz, a exclu le charbon et les schistes bitumineux.

OPTION 2 – LA POSITION DE NE PAS INVESTIR

La difficulté de faire avancer réellement les entreprises par le dialogue

Certains précisent qu'il est **difficile d'avoir un vrai dialogue** avec les entreprises. L'expérience des syndicats (épargne salariale = salariés actionnaires) est intéressante à ce propos. C'est la question de la rentabilité des entreprises qui est en jeu. La démocratie serait contre la rentabilité ? le dialogue serait contre le rendement ?

L'urgence climatique exige de développer de nouveaux modèles rapidement

Certains considèrent qu'il y a une urgence climatique et pensent à **désinvestir** des énergies fossiles même si ce choix entraîne des diminutions de revenus. Cela implique pour eux un changement de mode de vie. Renoncer à quelque chose est coûteux.



Le rendement

Certains pensent que, **investir responsable entraîne la performance** et contestent l'idée que désinvestir des énergies fossiles, ou investir de manière socialement responsable (ESG) serait moins rentable. Sur ce point précis il faut poursuivre le débat...

Certains enfin s'interrogent sur les **ETF**, réplique d'un indice, qu'ils considèrent être des investissements dangereux et aveugles à exclure. Investir dans les ETF est l'inverse d'une gestion active, c'est une délégation de discernement donnée aux ordinateurs. *Peut-on concilier éthique et profit ?*

Comme il est extrêmement difficile, voire impossible, de « battre le marché » de manière répétée, éviter de dépenser des frais de gestion pour une gestion active qui aura au final peu de chances de battre l'indice et choisir un ETF qui se contente de répliquer l'indice peut aussi être une démarche raisonnable. C'est aussi une manière de reconnaître qu'il est difficile d'être catégorique sur l'impact positif ou négatif de l'investissement dans une société cotée...

LES MOTS CLES DU DEBAT

URGENCE	ANALYSER POUR DISCERNER
COHERENCE	PESER LE POIDS RELATIFS DES ARGUMENTS
L'ENERGIE : VITALE	RESPONSABILITE
COMPLEXITE	LE RENDEMENT
CE QUE JE VEUX ET CE QUE JE NE VEUX PAS	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT
SORTIR DES RAISONNEMENTS BINAIRE QUI	ENGAGEMENT
ENFERMENT	LONG TERME

TEMOIGNAGE D'UN PARTICIPANT

L'énoncé de ce cas de conscience permet de réfléchir sur la décision récemment prise par notre comité d'investissement relative au dossier TOTAL. Il ne s'agit pas ici de relater en détail les tenants et les aboutissants de la décision mais de réfléchir aux conditions de cette décision.

Tout d'abord, il ne faut pas se laisser enfermer dans un débat binaire associant le rendement aux énergies fossiles. En effet, il n'est en aucune façon démontré que détenir du Total correspond à la meilleure optimisation de rendement. Ce d'autant plus qu'il est maintenant à peu près universellement reconnu que l'investissement responsable peut générer une performance plus forte que l'investissement « irresponsable ».

Ne pas se laisser enfermer dans ce débat binaire signifie reconquérir un espace de liberté permettant d'exercer sa pensée. Il est alors possible de mieux aligner son choix d'investissement avec la mission confiée. Cette mission est une mission de performance financière qui tient compte de critères extra financiers de qualité (critères ESG) dans une optique de développement durable et régulier, bien en phase avec l'économie réelle.

Il me faut donc examiner le dossier TOTAL en rapport avec cet objectif.

Il ressort ensuite clairement que je ne peux pas prendre de décision sans avoir une connaissance aussi approfondie et synthétique que possible du dossier qui m'est proposé. Je dois me garder de tout a priori qui m'amènerait à faire des choix en fonction de rumeurs indignes d'une vraie réflexion.

Je dois là accepter de ne pas tout connaître mais de m'efforcer de faire une analyse suffisamment précise en fonction de mes objectifs. En l'occurrence, un des points à clarifier est d'apprécier la dépendance de TOTAL aux prix du pétrole dans les différents métiers de la chaîne : exploration, extraction, services pétroliers (transports notamment), raffinerie, transformation et distribution. Il ressort très nettement que les résultats financiers dans toutes ces activités sont très liés aux prix du pétrole. Plus le cours est élevé plus les activités de TOTAL sont profitables, avec un degré d'intensité variable selon les segments : très fort pour l'exploration, puis pour l'extraction et à un degré un peu moindre pour la raffinerie, les services et marketing pétroliers et pour la distribution.

Cette dépendance amène le comité d'investissement à conclure qu'il n'est pas possible, dans le cadre de notre mandat, d'investir les avoirs de nos clients dans un titre dont la volatilité dépendra du cours d'une matière première. Au demeurant, son futur n'est pas radieux dans la mesure où un mouvement de plus en plus puissant tente de réduire le recours à cette énergie fossile, ce qui ne manquera pas d'avoir des impacts négatifs sur le cours du pétrole et donc sur TOTAL. Nous remarquons ici qu'il s'agit d'une raison forte pour ne pas investir, mais qui n'a pas de lien avec le débat de conscience posé.

Or, dans le cadre de ce débat de conscience, on constate que les prix récemment élevés du pétrole ont permis à TOTAL de réaliser d'excellents résultats. Dans quelle mesure ces résultats excédentaires ont-ils été utilisés pour développer les énergies nouvelles propres, montrant ainsi une sorte « d'effort de rachat » ? Cela existe mais reste limité puisque le chiffre d'affaires de TOTAL dans ce domaine est encore très faible, pour ne pas dire insuffisant, malgré l'intense communication sur le sujet.

Cette seconde raison nous confirme dans la décision de ne pas investir, pour être conforme à notre mission, et donc notre éthique bien raisonnée et indépendante des pressions idéologiques ou intéressées de l'extérieur. On peut également constater que cet effort de réflexion ne nous éloigne pas d'une « réaction citoyenne », bien au contraire.

L'effort de cohérence et de discernement peut donc nous amener à répondre favorablement à un cas de conscience. Retenons quelques concepts de méthode face à un cas de conscience :

1. Se reconstituer un espace de liberté en échappant aux exigences binaires, souvent fallacieuses.
2. Avoir une vue claire de sa mission et des exigences éthiques professionnelles.
3. Procéder à une analyse indépendante en posant une problématique suffisamment précise permettant de prendre le recul nécessaire, tout en rentrant profondément dans le sujet.
4. Éviter la pensée toute faite, résultant d'a priori médiatique.

Olivier Johanet
La Financière Responsable

PISTES POUR ALLER PLUS LOIN

Informations

Utilisations du pétrole : 60% mobilité - 11% aérien - 10% transport maritime - 78 % transport terrestre - 12% industrie (électricité, fours, production de vapeur) - 20% non énergétique (pétrochimie/plastiques, électroménager/vêtements/voitures/meubles/emballage, huiles, cires, solvants, détergents... - 8% autre (chauffage bitumes, produits électriques...)

Problématiques

Les emplois : Recherche – Conception - Construction d’installation – Exploitation – Commerciaux – Conseillers... Le nombre de salariés : Total>Spie>Alten>EGG>Antargaz>Esso>NBP>Rubis

Livre Blanc UFIP : Union Française de l’énergie pétrolière : 600 000 emplois directs et indirects en France - 17 terminaux - 64 concessions - 46 permis d’exploitation - Financement de l’Etat et des collectivités : 9Mds/an TVA et autres impôts, 25Ms/an de taxe d’exploitation

Pouvoir d’achat : Hausse du prix -> gilets jaunes - Fermetures de segments industriels avec des conséquences locales sur les bassins d’emploi - Environnement

Propositions

Transition énergétique : Indispensable pour le mix énergétique - Réduction des émissions de CO2 - Réduction de la teneur en soufre - Augmentation de l’incorporation des biocarburants

Choix individuels : Mobilité, Alimentation, Economie circulaire : recyclage - baisse de la conso de H2O...

source : <https://jancovici.com> : Prix international du carbone – Choix de mobilité - Interdiction de certains véhicules – Politique nationale et européenne cohérente – Innovation (R&D, recyclage...) – Augmentation du crédit d’impôt recherche – Renouvellement parc automobile – Digitalisation de l’industrie pétrolière – Prendre en compte le fait que 6Ms de foyer sont en précarité énergétique...

Contraintes : Recherche d’un équilibre à construire entre Développement Durable et croissance économique - Recherche d’une réglementation environnementale représentant un surcout de 8€/tonnes de brut traité - Recherche d’impact sur la compétitivité de l’industrie européenne